

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARBIER ET CIE

LA GUIDE
BP 39
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-024-471
Code AIOT : 0005600266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement BARBIER ET CIE implanté Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBIER ET CIE
- Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de La guide est l'un des 5 sites industriels du Groupe BARBIER, spécialisé dans la fabrication par extrusion-soufflage et impression de films plastiques pour l'agriculture, l'industrie et le déchet.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Produits chimiques (généralités)
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.4.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Incendie	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 9.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 2	Sans objet
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.1.2	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.2.2	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.4.2.1	Sans objet
7	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 6.1.1	Sans objet
8	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 6.1.2	Sans objet
10	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles périodiques ont été réalisés, néanmoins, l'exploitant n'a pas pu présenter tous les documents relatifs. Il devra les transmettre à l'inspection dans les plus brefs délais.

L'exploitant doit tenir un registre, mis à jour de manière hebdomadaire, indiquant sa consommation d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2450-A-a → Q=2500kg/j (A) Rubrique 2661-1-a → Q=200t/j (A) Rubrique 3670-2 → Q=969t (A) Rubrique 1510-2b → Q=1460,55t / 105919m ³ (E) Rubrique 2662-1 -Q=2534m ³ (silos) / 4544m ³ (sacs) (E) Rubrique 2663-2-a → Q=12156m ³ (E) Rubrique 4331-2 → Q=110t (E) Rubrique 1185-2-a → Q=1412kg (DC) Rubrique 1414-3 → poste distribution GPL (DC) Rubrique 1978-3a → Q=1079t/an (bénéfice droits acquis) (D) Rubrique 1978-5 → Q=11,6t/an (bénéfice droit acquis) (D) Rubrique 2661-2-b → Q=15t/j (D) Rubrique 2910-A-2 → Q=3,1MW (DC)
Constats : L'exploitant indique que les volumes mis en œuvre n'ont pas connu d'évolution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3Kpa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), - à une teneur en O ₂ ou en CO ₂ . On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : - La valeur limite d'émission de composés organiques volatils (COV) non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75mg/Nm ³ . - dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission exprimée en carbone totale est de 20mg/Nm ³ ou 50mg/Nm ³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émissions suivantes : - Nox (en équivalent NO ₂) : 100mg/Nm ³ à 3 % d'O ₂

<p>-CH₄ : 50mg/m³ -CO : 100mg/m³.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an ; ce taux est ramené à 20 % si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.</p> <p>(...)</p> <p>Toutefois, ces valeurs limites pour les émissions de COV ne seront pas applicables si l'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions établi à partir d'un plan de gestion des solvants, permettant de définir une émission cible. Cette émission cible sera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit égale à 1kg de COV par kg d'extraits secs utilisés dans l'année en cours, - soit égale à 0,25 EAR/ESR, avec EAR = émission annuelle de référence déterminée au moyen du plan de gestion des solvants établi sur l'année de référence et ESR = masse d'extraits secs utilisés au cours de la même année. <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesures des rejets atmosphériques récemment. Le rapport de cette campagne n'a pas pu être présenté à l'inspection lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de la dernière campagne de mesure des rejets atmosphériques. Dans le cas où un dépassement des VLE serait constaté, il transmettra également le plan d'actions visant à leur mise en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Le prélèvement en milieu naturel ou en nappe par forage n'est pas autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée de disconnecteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter un plan des réseaux à jour et comportant les items cités dans la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : <ul style="list-style-type: none">- Température < 30°C- 4,5 < 8,5- MES : 30mg/l si flux > 60g/j- DBO5:100mg/l si flux maximal autorisé 30kg/j- DCO : 300mg/l si flux maximal autorisé 100kg/j- hydrocarbures totaux : 5mg/l si flux >10g/j- Azote global : 150mg/j si flux>50kg/j- Phosphore : 50mg/l si flux > 50kg/j. (...)
Constats : L'exploitant a présenté le résultat des dernières analyses d'eau daté du 06/11/2024 Toutes les valeurs mesurées étaient conformes aux VLE. Température : 12,9° Ph : 6.8

MES : < 10 mg/l DBO5 : <3 mg/l DCO: 11 mg/l hydrocarbures totaux : 0.8 mg/l Azote globale: <0.5 mg/l Phosphore : 0.024 mg/l
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 4.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines(...) sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé, consultable par l'exploitant.
Constats : Les installations sont munies de compteurs. L'exploitant a produit un document indiquant une consommation d'eau de 2552 m3 pour l'année 2023. Le débit étant inférieur à 100 m3/j, un relevé hebdomadaire doit être réalisé et portés sur un registre (pouvant être numérique). L'exploitant indique ne pas tenir de registre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'1 mois, l'exploitant devra mettre en place un registre comportant les relevés hebdomadaires des compteurs des installations de prélèvement d'eau
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des produits
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances,

mélanges et des produits, en en particulier les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernées présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.
Constats : L'exploitant a présenté un document répertoriant les stocks de produits et substances susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état, quantité et emplacement). Par échantillonnage, l'exploitant a été en mesure de présenter la fiche de donnée de sécurité d'une encre (B Blanc).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 6.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2009 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis de pictogramme défini par le règlement susvisé.
Constats : Lors de la visite, les fûts, réservoirs et autres emballages rencontrés étaient étiquetés. Les tuyauteries transportant des produits ou substances dangereuses étaient munis d'indications et de pictogrammes
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique ainsi qu'une thermographie infra-rouge du tableau électriques sont effectuées au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. (...)
Constats :

<p>L'exploitant a produit un rapport de vérification des installations électriques daté du 02/01/2024. Ce dernier montre:</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ la présence de deux non-conformités déjà signalées; ◦ que la vérification n'a été que partielle (des installations n'ont pas été vérifiées). <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des courriers électroniques datés du 12/01/2023, du 2/02/2023, du 26/11/2024 et du 27/11/2024 justifiant qu'il a entrepris les démarches pour lever les non-conformités, mais celles-ci n'ont toujours pas abouti.</p> <p>L'exploitant a produit un rapport de thermographie daté du 27/09/2023. Ce dernier indiquait des anomalies. L'exploitant a pu fournir les justificatifs de correction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ un état d'avancement des démarches engagées pour lever les non-conformités soulevées; ◦ un rapport justifiant du contrôle des installations non-vérifiées (cf rapport de contrôle du 4 janvier 2024)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 8.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention(...)</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions(...)</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est notamment réalisé par un dispositif externe aux installations, conforme aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bassin d'orage étanche pour la collecte des eaux d'extinction et des eaux pluviales d'une capacité minimale de stockage de 3200m³ - les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant de la surveillance d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de l'installation - un dispositif d'obturation manuelle ou automatique permet d'assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Il est maintenu en état de marche, signalé et

actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. (...)
Constats : Lors de la visite, les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols aperçus étaient placés sur rétention. L'atelier de préparation des encres et mélanges dispose d'un sol faisant office de rétention. A l'extérieur, les encres sont stockés dans un caisson fermé à clé et muni d'une rétention. Le bassin d'orage de 3200 m3 paraît être entretenu. Il est équipé d'une vanne manuelle de rétention. L'exploitant dispose d'une procédure indiquant comment actionner celle-ci?
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2019, article 9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. (...) L'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> - extincteur : annuelle - RIA : annuelle - sprinkler : semestrielle - détection incendie : semestrielle - désenfumage : annuelle - portes coupe-feu : annuelle
Constats : L'exploitant a produits les documents suivants: <ul style="list-style-type: none"> • Rapport de vérification des extincteurs daté du 21/12/2023 ne comportant aucune observation; • Rapport de vérification des RIA daté du 15/12/2023 ne comportant aucune observation; • Rapport de vérification du sprinkler daté du 04/04/2024 et comportant des observations qui seront corrigées à l'issue de la révision trentenaire du système actuellement en cours (finalisation prévue dans le 1er semestre 2025); • Rapport de vérification du système de désenfumage daté du 24/06/2024 et comportant des observations concernant le système de désenfumage et les aérations. L'exploitant indique qu'une intervention est prévue le 02/01/2025 pour corriger les écarts sur les trappes de désenfumage et que les écarts constatés sur les aérations seront corrigés progressivement au regard du coût significatif associé. Le rapport n°BI23707 21052024 indique que 12 exutoires en façade n'ont pas été vérifiés. Concernant la détection incendie, le système a été changé en octobre 2024. La prochaine vérification devra intervenir avant avril 2025. L'exploitant transmettra le rapport de vérification à

<p>l'inspection.</p> <p>Le site ne comporte qu'une seule porte coupe-feu. L'exploitant n'a pas pu produire de rapport de vérification émanant d'un organisme extérieur, néanmoins, une vérification interne est réalisée tous les mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection tout document attestant des travaux permettant de lever les observations sur le système de désenfumage.</p> <p>Sous un délai de 6 mois, il transmettra à l'inspection un bilan des travaux réalisés pour lever les écarts constatés sur les aérations. L'échéance finale envisagée de fin des travaux sera précisée et justifiée sur la base d'un argumentaire technico-économique.</p> <p>Dès la fin de la révision trentenaire, l'exploitant informera l'inspection de la bonne réalisation des travaux et du solde des observations notées sur le rapport de vérification du 04/04/2024.</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un justificatif attestant que la porte coupe-feu a été contrôlée par un organisme extérieur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>